

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 14 JUILLET 1830.

NO. 40.

FRANCE.

PARIS, le 28 mai 1830.

Par décision du 23 de ce mois, le roi a désigné pour remplir les fonctions d'inspecteurs-généraux d'infanterie et de cavalerie, pour 1830, et pour commander les troupes qui seront réunies à Saint-Omer et à Lunéville, les officiers-généraux dont les noms suivent :

Inspecteurs-généraux d'infanterie.

MM. les lieutenans-généraux baron Pecheux, baron Meunier, vicomte Obert, baron Fririon, comte d'Alton et baron Mallet.

MM. les maréchaux-de-camp Fantin des Odoarts, Woïrol, de Cadoudal, baron Courson, vicomte Schramm.

Inspecteurs-généraux de cavalerie.

MM. les lieutenans-généraux comte de Sparre, comte de Bourbon-Busset, vicomte de Reizet.

MM. les maréchaux-de-camp marquis de Castelbajac, marquis de Vence, baron Guyon, vicomte Farine.

Commandans des troupes d'infanterie qui seront réunies à Saint-Omer.

M. le lieutenant-général comte d'Alton, et MM. les maréchaux-de-camp de Veran-André, comte d'Adhémar et de Murphy.

Commandans des troupes de cavalerie qui seront réunies à Lunéville.

M. le lieutenant-général comte de Bourbon-Busset, et MM. les maréchaux-de-camp baron de l'Espinay, marquis de Castries, comte de Laloyère. (Moniteur.)

Le Moniteur contient les dépêches télégraphiques suivantes : Toulon, le 26 mai, à huit heures et demie du matin. Le préfet maritime à S. Exc. le ministre de la marine et des colonies.

Onze vaisseaux, dix-neuf frégates, vingt une corvettes, quinze bricks, deux bâtimens à vapeur et cinquante-quatre transports sont partis hier soir.

La deuxième division va appareiller, et la troisième doit partir demain.

Il fait beau tems : petite brise d'ouest. Toulon, le 27 mai 1830, à huit heures du matin.

La deuxième division du convoi, composée de 90 transports, a appareillé hier, sous l'escorte de la Comète.

Le vent d'ouest grand frais empêche la troisième division de mettre sous voiles : cette division appareillera à la première accalmie.

Toulon, le 27 mai, à midi.

La frégate la Duchesse-de-Berry, venant de la rade d'Alger, a rencontré l'escadre de l'amiral Duperré à vingt lieues au sud-ouest de Toulon.

Le vent était favorable.

On regarde toujours comme certain que M. de Montbel est irrévocablement décidé à quitter le ministère, et aujourd'hui on ne parlait plus à la Bourse de M. Dudon pour le remplacer, on menaçait les spéculateurs de M. de Vitrolles. Il a gouverné assez bien ses finances pour qu'on lui confie l'administration de celles de la France. (Constitutionnel.)

Un journal annonce qu'il doit être ouvert incessamment à Paris, des conférences diplomatiques sur les affaires d'Alger.

On dit ce soir qu'une dépêche télégraphique a été adressée à M. de Villele, à Toulouse, pour l'engager à se rendre immédiatement à Paris.

Le Mémorial des Pyrénées explique la cause qui a donné lieu à la contestation qui s'est élevée entre les pasteurs basques-français, et basques-espagnols. Il existe sur plusieurs points des Pyrénées des terrains indivis, spécialement affectés à la dépaissance commune des troupeaux. Ce droit de compascuité ne s'est jamais exercé des deux parts sans troubles, sans contestation et sans querelles ; les deux gouvernemens ont essayé de mettre un terme à ces désordres par un traité qui ne paraît pas avoir reçu en son tems la sanction du parlement. Ce traité, ajoute-t-on, exclut les pasteurs français des pâturages où ils ont de tous les tems conduit leurs troupeaux.

Ces troupeaux sont toute leur richesse, toute leur propriété, toute leur ressource ; il s'agit donc pour les Basques d'une question de vie ou de mort. Dans cette situation déplorable, pressés par une nécessité cruelle, ils ont fait franchir à leurs troupeaux les lignes, d'ailleurs peu certaines, du traité de 1785 ; mais ils ont dû prévoir que ce fait pourrait provoquer une agression des Espagnols, qui, dans presque tous les dé-

mêlés de cette nature, ont montré une extrême violence et quelquefois une brutalité stupide. Nos pasteurs se sont donc rassemblés sur la frontière au nombre de 6 à 700 ; la plupart n'étaient armés que de bâtons ; ils étaient résolus à ne pas attaquer, mais à se défendre ; un rassemblement d'Espagnols, en nombre à peu près égal, existait à peu de distance.

Cet état de choses a duré sept à huit jours, sans que de ces deux partis en présence soit sortie la plus légère provocation. Le sous-préfet s'est rendu sur les lieux ; il a parlé le langage de la douceur et de la modération, et les rassemblemens sont dissipés aujourd'hui ; mais les troupeaux français sont toujours au-delà de la ligne et nos pasteurs, que le moindre signal peut rassembler de nouveau, sont déterminés à accourir pour défendre leurs troupeaux si on tente seulement de les enlever. Cette résolution désespérée a été énergiquement prise, et paraît inébranlable : une lutte violente pourrait donc avoir lieu si les Espagnols voulaient s'emparer des troupeaux français.

ANGLETERRE.

CHAMBRE DES LORDS. — SÉANCE DU 24 MAI.

Le comte d'Aberdeen a déposé sur le bureau des documens relatifs à la Grèce ; il en a expliqué la nature, et a annoncé qu'ils remontaient au traité du 6 juillet. Nous n'entrerons pas dans les détails, puisque la plus grande partie de ces documens sont connus ; d'ailleurs, comme l'a dit le noble lord, de nouvelles circonstances, arrivées tout récemment, changent entièrement l'aspect des choses. D'après ce qu'a dit lord Aberdeen, c'est le 3 février que l'offre de la souveraineté de la Grèce fut faite au prince Léopold, qui l'accepta formellement le 30 du même mois. Ce choix était honorable pour S. A. R., et paraissait d'autant plus heureux que S. A. R. avait ambitionné cette couronne depuis long-tems ; qu'elle l'avait sollicitée, et que les Grecs manifestaient le désir de posséder S. A. R. Depuis l'acceptation, les négociations avec S. A. R. ne roulaient que sur un seul point. Par une disposition du dernier protocole, les alliés avaient consenti à aider la Grèce, afin que le souverain pût entretenir un corps de troupes ; en conséquence, les autres grandes puissances garantissaient un emprunt au gouvernement grec ; mais l'Angleterre n'avait pas voulu d'abord y consentir, le gouvernement ne s'y croyant pas autorisé par les besoins de l'état ou les obligations qu'il avait contractées, et ne voulant pas exposer la nation à aucun fardeau autre que ce qui était strictement nécessaire pour parvenir au but de son alliance avec les autres puissances contractantes.

Mais S. A. R. ayant déclaré aux ministres qu'elle abdiquerait si l'on ne consentait pas à sa demande, et les alliés y ayant précédemment consenti, le gouvernement de S. M. ne voulut pas résister plus long-tems, et donna son assentiment. Telle était la position des choses lorsque le ministre annonça à la chambre que les arrangements définitifs n'étaient retardés que par suite des négociations sur des points peu importants. Effectivement ils ne se rattachaient qu'à la forme de l'emprunt. Mais on s'aperçut, quelques jours plus tard, que le prince nourrissait de nouveaux motifs d'hésitation. Vendredi il annonça au ministère l'intention d'abdiquer, ce qui retarda nécessairement l'arrangement définitif des affaires de la Grèce. Au reste, le ministre a déclaré que la plus parfaite union existait entre l'Angleterre et les autres gouvernemens qui ont pris part à ces affaires.

Lord Durham a fortement blâmé l'espèce d'attaque dont le prince Léopold venait d'être l'objet avant que la chambre eût pu former son opinion par l'examen des papiers. Il a dit que probablement, lorsqu'on aurait fait cet examen, on verrait que le prince avait agi convenablement sous tous les rapports.

Le marquis de Londonderry croit également que le ministre a présenté sous un faux jour la conduite du prince Léopold ; il craint que la Grèce ne devienne la proie de la Russie, et voudrait savoir à quelle date se rapportent les documens.

Le Ministre répond qu'on ne cachera rien à la chambre, absolument rien, et qu'il la supplie de suspendre son jugement jusqu'à ce qu'elle ait tout examiné.

Le marquis de Londonderry demande si l'abdication du prince est fondée sur des circonstances qui se rattachent réellement aux transactions dont le ministre a parlé.

La réponse du ministre est ambiguë ; il parle bien d'un dernier motif qui a amené l'abdication, mais il ne le fait pas connaître. En définitive, il promet de fournir à la chambre tous les papiers relatifs à cette affaire.

On dit que l'abdication du prince Léopold est le résultat de l'influence du comte Capo-d'Istria, qu'on soupçonnait depuis

long-tems d'aspirer lui-même à la présidence permanente du gouvernement grec. S. A. R. a reçu des dépêches du comte dans le courant de la semaine. Les amis du prince s'occupent déjà de sa défense ; ils lui donnent pour base que le prince avait accepté la souveraineté dans la conviction que les alliés s'étaient assurés qu'il serait agréable aux Grecs, mais qu'il a abdiqué parce qu'il s'est aperçu du contraire.

LONDRES, 25 mai.

L'abdication du prince Léopold a jeté la consternation parmi les spéculateurs dans les fonds grecs. On assigne divers motifs à la conduite du prince : les uns prétendent qu'il n'a pu supporter le ton dictatorial du duc de Wellington ; d'autres, qu'il est mécontent de l'état des choses entre la France et l'Angleterre, enfin, que S. A. préfère courir la chance de devenir régent d'Angleterre, à la certitude d'être roi de la Grèce. Quoi qu'il en soit, peu d'Anglais le blâmeront d'avoir abdiqué. Il s'agit maintenant de savoir qui sera roi ; peu nous importe, pourvu qu'il ne soit uni à l'Angleterre par aucun lien ; nous craignons seulement de nous être déjà trop avancés dans cette affaire pour pouvoir en sortir sans compromettre la dignité de la nation.

Les nouvelles de France commencent aussi à exciter une vive alarme parmi les spéculateurs. La conduite inexplicable du gouvernement paraît devoir vérifier les prophéties des écrivains français. La dissolution ramènera probablement une chambre plus opposée au ministère que la dernière, et il ne paraît pas que le gouvernement veuille prendre des demi-mesures ; mais il faut bien se rappeler aussi que le peuple français ne se laissera plus gouverner par l'arbitraire. Si l'expédition d'Alger ne réussissait pas, ce qui n'est nullement improbable, le ministère n'a pas six mois d'existence. (Morning Herald.)

(Extrait d'une lettre particulière.)

Jamais peut-être, de mémoire d'homme, notre Bourse n'a présenté une plus vive agitation. Toutes sortes de bruits ont circulé parmi les spéculateurs.

S. A. R. le prince Léopold n'a pas voulu se charger de la couronne pour le service du duc de Wellington. On dit que le prince et milord-duc ont eu une très-vive contestation à ce sujet avant-hier, et que S. A. a menacé S. G. de la publicité des entretiens secrets à l'égard de la conduite que le futur souverain de la Hellade devait suivre. Du reste, dans la Cité, on a appris avec peine le refus du prince, et on a raison ; car on craint maintenant que la Russie, protégeant la Grèce, n'empêche notre gouvernement de placer sur le trône de ce pays un prince dévoué aux intérêts de la Grande-Bretagne.

Le duc de Wellington rencontrera, dit-on, une forte opposition dans la formation de la commission qui doit signer pour S. M. George IV. Il est certain que S. G. ne voudrait la composer que de ses partisans, afin de ne redouter aucun contrôle ; mais il paraît que lord Goderich, dans la chambre des lords, et lord Althorp, dans la chambre des communes, doivent représenter toutes les funestes conséquences qui peuvent peser sur la nation si la commission n'est pas composée de membres parfaitement indépendans. Ces débats pourront amener un mouvement inattendu dans notre cabinet, car S. G. ne veut ni d'égal ni de supérieur ; et si la commission n'est pas de son choix, il est possible que milord-duc se retire.

(Extrait d'une lettre particulière.)

On assure que le duc de Clarence a déclaré que, comme héritier présomptif de la couronne, il s'opposerait formellement à toute commission du sceau qui ne serait pas formée d'après les règles que la sagesse et la prudence suggèrent dans une pareille circonstance, tout-à-fait neuve dans les annales parlementaires. Le duc de Wellington, de son côté, intrigue pour être mis à la tête de cette importante commission, et y réunir ses plus dévoués partisans ; ce qui paraît certain, c'est qu'il y aura de grands débats à ce sujet, et il se pourrait qu'au lieu d'une commission, nous eussions une régence dans la personne du duc de Clarence ; cela vaudrait beaucoup mieux pour la nation.

Dans la cité, on blâme le prince de Saxe-Cobourg. Dans les hauts cercles, S. A. obtient les suffrages de tous les hommes indépendans. C'est pendant son séjour à Paris, dit-on, que le prince s'est décidé. Lord Lansdown connaissait sa résolution. On s'efforce ici pour trouver un successeur au prince. A la Bourse, on donne la Grèce au frère du roi de Bavière, et déjà de grands paris sont ouverts. On espère que ces affaires seront bientôt terminées ; les fonds grecs avaient beaucoup baissé, mais ils ont remonté un peu aujourd'hui.

Notre cabinet s'occupe beaucoup de votre expédition. Nous avons des agens qui l'accompagnent à Alger, et d'autres

sur tous les points du théâtre de la guerre, pour nous instruire de tous les mouvemens.

AUTRICHE.

VIENNE, 19 mai.

On annonce que les négociations d'un emprunt Turco-Rothschild sont terminées, et voici les détails qu'on donne à cet égard :

Le produit de l'emprunt sera assez considérable pour couvrir le montant des indemnités et contributions de guerre que la Porte s'est engagée à payer à la Russie ; il sera mis à la disposition du sultan, à des termes assez rapprochés pour que dans le courant de l'année tout le territoire turc soit évacué par les troupes russes. Le prêteur ne verse que 80 pour 100, et les obligations porteront intérêt à 5 pour 100 payable à Vienne, Francfort, Amsterdam, Londres et Paris, dans les diverses maisons de la famille Rothschild ; enfin, il y aura un amortissement, et on assure que trois grandes puissances, la France, l'Angleterre et l'Autriche garantissent le tout. Quelques personnes prétendent même que l'Autriche prendra pour elle seule toute la garantie, et que, pour sa sûreté, elle sera mise en possession provisoire de plusieurs places frontières de la Turquie, où elle percevra les péages jusqu'à l'extinction complète de la dette.

Depuis un mois, les diverses maisons Rothschild font, sur toutes les bourses de l'Europe, des ventes considérables de toutes sortes d'effets publics, et c'est à cette opération qu'on attribue la baisse des métalliques et autres fonds. On prétend aussi que la maison Rothschild de Paris s'est débarrassée en bloc de la rente 4 pour 100 qu'elle a abandonnée à 100 : on en conclut naturellement qu'il est question d'une grande opération financière, dont les bénéfices couvriront les sacrifices qu'il faut faire aujourd'hui.

PAYS-BAS.

La chambre des états-généraux des Pays-Bas a adopté dans sa séance du 22 mai le projet de loi sur la liberté de la presse après l'adoption d'une modification de l'article 3 du projet qui avait donné lieu aux plus vives discussions, et qui a été proposée par le gouvernement lui-même. Cet article est maintenant conçu en ces termes : « Quiconque aura, méchamment et publiquement, de quelque manière ou par quelque moyen que ce soit, attaqué la force obligatoire des lois ou provoqué à y désobéir, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Cependant cette disposition ne préjudiciera pas à la liberté de la demande ou de la défense devant les tribunaux ou toute autre autorité constituée.

L'article primitif était conçu en ces termes : Quiconque aura méchamment et hors le cas d'une demande ou d'une défense en justice attaqué la force obligatoire des lois ou excité à leur désobéissance, ou aura, de quelque manière que ce soit, compromis la tranquillité publique, soit en favorisant la discorde, en fomentant le désordre et la méfiance, soit en outrageant le gouvernement, son autorité et ses actes, sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans.

MEXIQUE.

Nous avons reçu des nouvelles du Mexique par les journaux de la Nouvelle-Orléans. Le *Registro Oficial* contient un article long et laborieux sur les causes de la jalousie, et de la froideur qui existe entre les États-Unis et le Mexique. On l'attribue à l'agence de M. Poinsett, sans toutefois en fournir la preuve. Malgré les actes de personnalité dirigés contre ce diplomate distingué, nous sommes frappés des efforts que fait l'écrivain (on suppose que c'est un des ministres) pour faire revivre l'harmonie et les sentimens d'amitié qui unissaient les deux pays ; et l'on parle d'un traité de commerce, comme moyen d'arriver à une réconciliation. Quant au Mexique lui-même, il paraît être toujours atteint de la même maladie ; les troubles intérieurs, le manque d'argent au trésor, des contestations entre le suprême gouvernement et les états qui se refusent au paiement de toute espèce de contribution pécuniaire. Le gouvernement de Bustamante nous paraît avoir été assez goûté pour faire désirer un nouveau changement.

AMÉRIQUE DU SUD.

BRÉSIL.

Par le navire *Nye*, arrivé dans ce port, nous sont parvenus les journaux de Rio Janeiro jusqu'au 27 mai.

L'empereur a éprouvé une attaque soudaine le 20 mai, au moment où il se levait d'une table dans son cabinet. Il a été renversé sans connaissance sur le plancher, et a continué dans cet état, à peu près un quart d'heure. Les effets de son indisposition ont cependant été promptement dissipés.

Le général Guido, commissaire de la république argentine, est arrivé de Buenos Ayres à Rio dans le paquebot *Skylark*, afin de traiter avec le gouvernement Brésilien, des affaires de la république Cisplatine. Le journal ajoute que le général Guido est actuellement ministre des affaires étrangères, et qu'il est convenable de lui opposer un homme à talents et d'un caractère ferme pour suivre la négociation dont il est chargé.

L'empereur du Brésil a reconnu la république du Mexique, et nommé un agent auprès d'elle pour le représenter.

MONTÉVIDEO.

Les derniers avis de cette république (du 1^{er} de mai) nous apprennent que l'assemblée des représentans attendait l'adhésion du Brésil et de la république argentine à la Constitution adoptée en septembre 1829. Les derniers troubles avaient été occasionnés par le gouverneur Rondeau, agissant d'intel-

ligence avec le célèbre Riveira, qui avait menacé de faire pendre plusieurs membres de la chambre. On est parvenu par des mesures promptes et décisives à rétablir la tranquillité, au moins pour le moment.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Les paquebots *Corinthian* de Londres, et *Britannia* de Liverpool, nous ont mis en possession de nos séries des journaux de Londres jusqu'au 2 juin, et du *Constitutionnel* jusqu'à la date du 30 mai.

La vive anxiété occasionnée en Angleterre par la maladie du roi, vient d'être dirigée sur un événement aussi important qu'inattendu. Nous entendons parler du refus de la souveraineté de la Grèce par le prince de Saxe-Cobourg.

Après l'accord qui semblait enfin exister entre le prince et les trois puissances alliées, nous n'étions nullement préparés à ce refus, et personne, nous le croyons, ne pouvait s'y attendre. Cette résolution de Léopold traverse sans contredit les projets de Lord Wellington ; il ne faut donc pas s'étonner, que le prince soit assailli par les journaux ministériels, et même par les feuilles indépendantes, et que non-seulement il soit traité d'homme faible et imbécille, mais aussi qu'on l'accuse d'avoir des prétentions incompatibles avec son titre d'étranger et de pensionnaire de l'Angleterre. Le prince, cependant, est à la fois un homme judicieux et honorable, qui voit les choses comme elles sont et préfère un établissement de 50,000 liv. sterg. et une vie exempte de troubles, à une souveraineté pauvre et orageuse au milieu d'un peuple demi-barbare. La chance de participer à la régence en Angleterre, vaut mieux pour lui que la condition d'être soumis au contrôle et à l'arrogance d'un lord commissionnaire dans les îles Ioniennes. Nous voyons par les débats parlementaires qu'une opposition énergique s'est prononcée dans la chambre des Lords, et qu'évidemment elle cherche un point d'appui : qu'elle doive le trouver dans le duc de Clarence ou dans le prince de Saxe, nous ne saurions le dire ; mais on peut assurer que le duc de Wellington cesse de tenir d'une main aussi ferme les rênes du pouvoir.

Depuis quelques mois une des plus belles parties de la France a été ravagée, et l'est encore par un fléau d'autant plus redoutable qu'il est impossible de remonter à sa source. Nos lecteurs ont appris que des incendiaires parcouraient la Basse-Normandie. L'exaspération y est portée au plus haut degré, et cependant aucun indice n'a fait connaître les misérables auteurs d'une aussi affreuse calamité. La lettre qui suit, traduite de la correspondance du *Times*, fournit de bien étranges explications à ce sujet.

PARIS, 5 mai.

Il a toujours existé dans nos départemens de l'ouest une organisation vendéenne, ou de chouannerie. Cette armée secrète a un appui, et un état-major formé. Elle est partiellement soldée. Les commandans de l'armée catholique royale ont été présentés à la duchesse de Berry à son dernier passage dans les provinces de la Bretagne et de l'Anjou. Mais le repos fatigue ces héros de la guerre civile. Ils ont besoin d'un service actif. Long-tems ils se sont flattés de faire fortune ; et lorsque le ministère proclame le trône en danger, n'est-il pas naturel que les officiers et les subalternes de l'armée catholique royale fassent parade de leur zèle pour la défense de la monarchie expirante ? Mais il leur faut des ennemis avec lesquels ils puissent commencer le combat ; ils cherchent sans pouvoir les trouver. On ne peut s'attaquer à de simples opinions, et les bien connaître, que par l'effet des réquisitions et des mandats d'arrêt. Dans cette pénible alternative, ne respirant que la guerre, enflammés par la haine et par l'ambition, rien ne leur paraît plus à propos, que de compromettre les fortunes individuelles, et d'exciter à l'insurrection, par la ruine générale de la propriété. On sait que le peuple de la Normandie, et particulièrement celui de la Basse-Normandie est singulièrement attaché à ses propriétés, qu'il est très-sensible à la moindre perte, et qu'en fait de pertes d'argent, il est tout-à-fait intraitable. La Basse-Normandie est limitrophe de la Bretagne ; elle fut le berceau et le théâtre des exploits des anciens chouans. Ils avaient coutume de livrer aux flammes les propriétés des patriotes ; pourquoi leurs dignes successeurs n'incendieraient-ils pas celles des libéraux ? Le danger fera certainement soulever le peuple, ce qui donnera à cette partie du pays, une apparence de rébellion. Un appel aux armes sera la conséquence de ces manœuvres, et deviendra le principe d'une guerre civile, pour le salut du trône et de l'autel. Comment serait-il possible de ne pas reconnaître ces fatales machinations, d'après ce qui se passe dans les départemens de la Manche, d'Ille et Vilaine, et de l'Aisne. Depuis les deux derniers mois, ces départemens ont été la proie des incendiaires, et chaque fois, la propriété consumée appartenait à des personnes attachées à la cause constitutionnelle. Depuis peu de jours le feu a été mis à quelques maisons dans la ville de Saint-Lô, sous les yeux même du préfet et autres fonctionnaires publics du département, et sans l'activité des habitans, un quart de la ville eut été brûlé. On a saisi un en-

fant de 14 ans ayant une torche allumée à la main au moment où il allait s'en servir pour embraser un toit couvert de chaume. Il a dit avoir reçu de deux personnes qu'il prétend ne pas connaître, une gratification de 35 francs. Le jour après son arrestation, des lettres anonymes ont été adressées aux magistrats, dans lesquelles on les menace de brûler complètement la ville, si l'enfant n'est pas remis en liberté, et des tentatives ont été faites pour réaliser l'effet de ces menaces. Un autre incendiaire a été arrêté ; quoiqu'il fut à la garde de deux gendarmes, il s'est évadé quelques heures après. Je ne raconte point ces faits d'après les rapports des journaux constitutionnels, je les tiens de correspondans particuliers : ils sont admis, même par la *Gazette de France*. Les habitans ont désiré former une garde nationale, mais les autorités s'y sont opposées. Porter tout à l'extrême, briser toute sorte de barrière ; tel est le plan secret des directeurs de nos affaires. Ils veulent rendre le gouvernement odieux, diviser les citoyens, former deux camps ennemis, composés des gouvernans et des gouvernés. Voilà la politique que suivent, dans la 15^{me} année de la restauration, les hommes d'état que le 8 août nous a donnés.

Nous apprenons par les derniers arrivages de la Colombie, qu'un acte a été dressé dans la ville de Rio-Chico le 30 mai, signé par Lorenzo Burtillos, *corregidor* commandant-d'armes, et par 125 autres personnes ; d'après lequel on reconnaît le Congrès constituant, Bolivar comme chef de la nation, et l'on pourvoit à l'entretien de 600 hommes pour la défense de la ville et le soutien de la cause du Libérateur. Le même commandant Burtillos, dans une lettre adressée à Arismendi, proteste que la popularité du Libérateur dans Vénézuëla est surprenante, et qu'il n'existe pas 100 hommes dans le pays en faveur de la révolution. Il conjure Arismendi de se déclarer pour Bolivar, et il lui donne l'assurance qu'il est prêt à l'accompagner dans les entreprises les plus périlleuses et les plus difficiles, qu'il le suivra même jusqu'à l'échafaud.

Le *National Gazette*, parlant de l'état politique de la Colombie et plus particulièrement de Bolivar, dit :

« Nous avons sous les yeux des lettres du 1^{er} mai, de personnes très bien informées qui se trouvaient dans le tems auprès de Bolivar. Elles témoignent hautement de la magnanimité de sa conduite et de ses intentions, et croient qu'il parviendra à convaincre le monde de la fausseté des inculpations qu'on a publiées contre lui à Vénézuëla. Elles ajoutent, qu'il avait le pouvoir de pulvériser ses accusateurs, de retenir les rênes du gouvernement, mais qu'il n'avait point voulu en faire usage, de crainte de fortifier ou de confirmer les soupçons qu'on avait profusément répandus contre lui. Au moment où il a rejeté la présidence que lui offrit le Congrès de Bogota, il pouvait rallier les troupes autour de lui et faire tête à tous les efforts de l'opposition. Des rapports verbaux de même nature nous ont été faits par des témoins oculaires de ce que nous venons d'avancer. »

Nous nous réjouissons sincèrement d'acquiescer à la certitude que les accusations dirigées contre Bolivar ne sont pas fondées. Mais après avoir pesé attentivement toutes choses, nous ne voyons pas, il faut l'avouer, que Bolivar ait plus de motifs de se plaindre qu'aucun autre des grands personnages qui ont été, ou qui se trouvent aujourd'hui à la tête des affaires. Il a joui pendant plus de dix ans de l'autorité suprême. Il l'a possédée comme un monarque dont le pouvoir est sans limites. Les circonstances ont rendu son abdication nécessaire. Lui-même en est convaincu ; il sait encore que pour le bien du pays il doit s'en éloigner pour toujours. Le Congrès en acceptant son abdication lui a donné aussitôt des témoignages d'une haute estime. Il lui a exprimé une vive gratitude et a voté une pension de \$30,000 en sa faveur. Si Bolivar est aussi judicieux et aussi attaché qu'on le dit au bonheur de son pays, pourquoi y reste-t-il, lorsque le vœu public exige qu'il s'en sépare ? S'il est poursuivi par une faction seulement, sa retraite la réduira au silence ; et s'il est réellement nécessaire à la Colombie, le peuple s'empressera de le rappeler. Quant à présent son éloignement nous paraît être une chose indispensable, et d'autant plus nécessaire, que les soldats de la Colombie ont fait éclater leur attachement à sa personne. Ses compagnons et des amis cachés excitent de toutes parts à la guerre civile, et pourtant il reste ! Le *Daily Advertiser* nous fournit à ce sujet des observations dont le développement ne paraît que trop à craindre.

« Le séjour prolongé de Bolivar à Carthagène, après avoir si volontairement et si généreusement renoncé à son autorité, témoigne de quelques uns des défauts de son caractère. Lui qui gémit au seul aspect de la guerre civile, il fait usage maintenant du seul moyen propre à la faire éclater. Il reste dans le pays, et par sa présence, il encourage ses partisans et menace ses antagonistes. Quel est le terrain sur lequel peuvent se placer les patriotes et paisibles habitans, pour être certains que bientôt il ne sera pas encore à la tête de cette bande qui l'entourait à Bogota ; et à quoi ne faut-il pas s'attendre d'étrangers tels qu'O'Leary et Garcia del Rio, tant qu'il leur reste une espérance de s'élever par ce moyen. Nous n'appelons pas celui-ci Colombien, car bien qu'il soit né dans la Colombie il est ouvertement en faveur de la monarchie : de là vient toute l'importance qu'il a acquise à Bogota. Si, comme on l'a con-

jecturé, ses dernières « méditations » paraissent jamais dans les journaux des États-Unis, sous le titre de lettres d'Américains de Bogota non attachés à la légation américaine, on n'aura point à nous imputer la honte de cette flatterie outrée dont le « réformé » Bolivar sera l'objet. Nous devons nous attendre à ce qu'on parle bientôt d'actes d'insurrection en faveur de l'ex-dictateur.

Selon les nouvelles les plus récentes, les 2,000 grenadiers qui ont été licenciés à Bogota par l'énergie de Caicedo sont arrivés à Maracaibo à leur retour dans Venezuela.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans publie des extraits de papiers mexicains jusqu'au 28 de mai, annonçant que la ville de Guatemala, et plusieurs autres villes dans son voisinage, ont été détruites par de violentes secousses de tremblements de terre qui se sont prolongées pendant cinq jours.

Six millions quatre cent mille dollars de la dette publique des États-Unis ont été remboursés le premier juillet 1830. La totalité de la dette, dit le Palladium de Boston, sera remboursée dans le cours de trois années moins treize millions de 3 p. cent. Ce papier, qui est coté aujourd'hui à 91½ peut être redimé à volonté par le gouvernement. Il est douteux qu'il cherche à le racheter, attendu qu'il entre dans la politique d'en faire l'application à des améliorations intérieures. La mesure subséquente aura probablement pour objet l'extinction des droits sur les marchandises de manufacture étrangère, en proportion des réductions à faire dans l'emploi futur des fonds d'amortissement.

HISTOIRE.

APERÇU SUR L'HISTOIRE DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES DE LA GRÈCE.

Un observateur impartial, qui a vécu long-temps et familièrement au milieu de toutes les classes des Hellènes, et que des relations spéciales ont mis à même de connaître et de fréquenter presque tous les citoyens distingués de la Grèce, nous transmet sur ce pays des notes historiques pleines d'intérêt. Il y règne un ton remarquable de vérité et de franchise. Nous nous empressons de les publier.

La Grèce se compose naturellement des îles Cyclades et Sporades, de la Morée et de tout le pays situé au-delà de l'isthme de Corinthe, tel que l'Attique, Négrepont, la Béotie, la Thessalie, l'Alamanie, l'Épire et la province de Janina. Toute cette contrée est presque exclusivement habitée par des Grecs, mais le territoire, surtout vers le nord, appartient presque entièrement à quelques Turcs grands propriétaires fonciers du pays. Le protocole du 22 mars 1829 avait permis aux Grecs d'espérer une limite franchement prononcée, qui devait s'étendre du golfe de Volo au golfe d'Arta; une démarcation définitive, arrêtée le 4 janvier, à l'instigation de l'Angleterre, arracha à la Grèce un bon tiers de son étendue, et la refoule sur une limite nouvelle qui commence à l'embouchure du fleuve Aspropotamos, traverse le lac Souli, le mont Oxas, et vient aboutir aux anciennes Thermopyles. C'est à l'Angleterre que la Grèce est redevable de cette limite absurde : nous le démontrons plus tard. Elle est tracée à dessein à travers monts et vallées, sans aucun égard pour la paix future du pays dont on prétend assurer la tranquillité. Ce sont des semences de discorde que l'Angleterre a jetées là pour en profiter plus tard.

Le sol de la Grèce est d'une admirable fertilité ; ses nombreuses vallées sont fécondes et délicieuses : le pays est généralement montagneux, mais il ne faut pas juger de ses montagnes par l'aspect sauvage et stérile que présentent aux navigateurs des côtes arides et pelées. Les montagnes sont au contraire susceptibles de la plus heureuse culture ; les plantations de citronniers et d'orangers se plaisent à y croître, et dans les îles il n'est pas rare de voir des montagnes entièrement couvertes d'oliviers ou de vignes ; nous disons dans les îles, attendu qu'aujourd'hui toute la surface du continent, horriblement dévasté, ne présente encore presque en tous sens que des ruines : la nature elle-même, dépouillée de ses ornemens, y paraît avoir pris le deuil. C'est le grand œuvre d'Ibrahim. Voilà sa gloire !

Cette belle contrée comptait, avant l'insurrection, environ 1,200,000 habitants : le Péloponèse seul renfermait 400,000 âmes. Les fureurs d'Ibrahim en ont dévoré le tiers en quatre ans. 20,000 esclaves ont été transportés en Egypte, et vendus sur les marchés publics comme un vil bétail. Aujourd'hui, la population de la Grèce entière ne s'élève guère qu'à 800,000 âmes. Aussi, ce n'est pas sans être saisi d'admiration que notre esprit se reporte vers ces huit années de gloire et de prodiges qui viennent de s'écouler. Quand nous considérons le petit nombre des opprimés et la faiblesse de leurs moyens, quand nous les comparons avec les ressources immenses et colossales de leurs oppresseurs, la lutte que les Hellènes ont soutenue nous étonne d'autant plus, que les querelles intestines de leurs chefs étaient plus vives et plus multipliées : car jamais pays en troubles n'enfantait peut-être des divisions plus grandes et des rivalités plus ennemies.

Ces querelles étaient bien déplorables sans doute, mais elles étaient inhérentes à la position de la Grèce : le gouvernement était sans force pour résister aux attaques intérieures, et sans considération, parce qu'il se sentait complètement abandonné au dehors. Un seul lien ralliait tous les chefs quand le danger était pressant, c'était le sentiment d'un péril commun et prochain : ce sentiment a sauvé la Grèce. La masse du peuple était souffrante, et il faut le dire à l'honneur de ce peuple tant calomnié, il ne partageait point le délire de ses chefs, il attendait patiemment des jours meilleurs ; ils sont venus enfin, c'est au comte Capo-d'Istria qu'ils sont dus. Voici comment fut amené le grand événement de son élection, elle est née du sein même de l'anarchie.

Au mois de mars 1827, l'ennemi, victorieux sur tous les points, occupait paisiblement toutes les forteresses du Péloponèse, à l'exception de Nauplia et de Napoli de Malvoisie :

la flotte turco-égyptienne, réunie à Navarin, menaçait incessamment l'île d'Hydra. Une mésintelligence funeste avait éclaté dans l'assemblée nationale : ses membres s'étaient divisés en deux fractions : l'une prenait le nom d'assemblée d'Hermione, l'autre d'assemblée d'Egine.

Témoin de ces dissensions, Ibrahim se disposait à porter le dernier coup à la Grèce. Les meneurs des deux assemblées rivales, effrayés de l'avenir, jugèrent indispensable de se rapprocher ; ils parvinrent enfin à s'entendre et à réunir leurs cliens en assemblées générales à Trézène.

Il était dans l'ordre des passions humaines que l'intérêt personnel exerçât son influence. Mais quand les passions se taisaient et s'arrêtaient à temps, il faut leur en savoir quelque gré.

L'assemblée nationale de Trézène travailla d'abord à l'établissement d'une constitution : celle qui fut alors adoptée plaçait le pouvoir exécutif dans les mains d'un seul homme. Cette circonstance mit en mouvement toutes les prétentions ; mais leur nombre, leur vivacité, et sans doute aussi des sentimens patriotiques, amenèrent l'engagement de n'accorder le pouvoir à aucun de ceux qui devaient concourir à le donner, et dès lors des vœux sincères pour le bonheur du pays firent chercher franchement le plus capable de l'accomplir. Après beaucoup de réflexions, les yeux se portèrent unanimement sur le comte Capo-d'Istria, dont la réputation était déjà populaire en Grèce. L'assemblée pensa que les cabinets de l'Europe applaudiraient à son entrée, et qu'il lui serait accordé quelque protection ; elle ne se trompa point. Mais les chefs grecs s'étaient étrangement abusés ; ils avaient espéré que le nouveau président, quoique d'origine grecque et habitué aux affaires, aurait besoin de guides dans le commencement de son administration. Cette supposition naturelle laissait subsister et s'accroître l'espérance d'influer sur ses déterminations ; cependant, pour prévenir le cas où leur influence serait nulle, ils firent insérer, comme article supplémentaire dans la constitution, que le nouveau président serait tenu de convoquer une assemblée nationale dans le délai de trois mois qui suivrait son arrivée. Il est à remarquer que ces anciens chefs retenaient encore sous leur autorité tous les points fortifiés de la Grèce, qu'ils se les étaient partagés : pouvaient-ils franchement renoncer à la puissance ? c'est ce que nos lecteurs eux-mêmes décideront bientôt.

La constitution de Trézène, que l'expérience a déjà modifiée, ne fut point conçue d'une manière simple et convenable à un peuple nouveau ; elle créa une foule d'emplois qui pèsent hors de mesure dans un état peu étendu, et lorsque toutes les ressources manquent à la fois : c'était un dédommagement que l'orgueil des chefs, forcé de céder aux circonstances, voulait se ménager. Mais ces précautions onéreuses furent vaines, et l'arrivée du président déranger tous leurs calculs et déjoua tous leurs plans.

MÉLANGES.

UNE AVENTURE PRÈS DE GRANVILLE.

En arrivant à Granville, j'avais formé le projet de rester pendant plus d'un an en France. Je descendis dans une auberge et me disposai à chercher un logement qui convînt à mes moyens, à mes goûts et à ma manière de vivre. Il y avait à peine trois jours que j'étais dans la ville, que l'on me proposa une maison qui semblait me convenir. Elle était petite, éloignée à peine d'une lieue de Granville, et n'avait d'autre défaut que celui d'être isolée. Elle ne m'en était que plus agréable. Le propriétaire, soi-disant tailleur, était soupçonné de faire un commerce très-lucratif avec les contrebandiers de Guernesey et de Jersey. Son extérieur annonçait effectivement plutôt un contrebandier qu'un paisible tailleur. C'était un gailard élancé, maigre, et dont le visage pâle et caché aux deux tiers par une énorme barbe, était décoré d'une large balafre qui lui donnait un air sauvage.

Bien que son extérieur fût repoussant, je n'eus cependant pas à me plaindre de lui lorsque nous entrâmes en négociation ; ses prétentions me parurent raisonnables, et nous fûmes bientôt d'accord. Moyennant une somme très-modique, j'en devenais propriétaire viager. Cette petite maison, de construction gothique, se composait simplement de deux chambres au rez-de-chaussée et d'un étage au-dessus, et offrait assez d'emplacement pour un petit ménage. A la recommandation du tailleur, j'avais pris à mon service une fille de Granville, qui était tout pour moi, cuisinier, domestique et jardinier. Si j'avais eu besoin d'un cocher, elle se serait placée sur le siège avec autant de plaisir que d'habileté. Madelon, âgée d'à peu près vingt ans, me surprit d'abord autant par son extérieur que par sa mise. Sa coiffure était celle des femmes de Granville ; elle se composait de deux aunes et plus de toile de coton blanche qui pendait des deux côtés sur les oreilles, et dont les pointes étaient relevées sur le sommet de la tête. Un fichu rouge couvrait son cou, son tablier blanc avait des poches dans lesquelles elle fouillait continuellement, soit qu'elle se reposât, soit qu'elle parlât avec expression. Ses yeux étaient d'une grande beauté, et sa figure eût été non moins belle, si elle avait eu moins à souffrir des injures de l'air. Le tailleur me donna les meilleurs témoignages sur son compte. Elle entra donc à mon service.

C'était par un beau jour du mois de juin ; je me sentais plus dispos qu'à l'ordinaire, j'allai me promener dans les champs qui avoisinaient ma petite propriété. Je rencontrai un pauvre matelot français qui ne mendiait pas précisément, mais qui me considéra long-temps et d'une manière qui me fit croire qu'il ne refuserait pas une légère aumône. Je lui offris une petite pièce blanche. Cet homme me considéra avec une surprise visible, attendu que mendier n'était nullement sa profession. Il mit cependant ce que je lui avais donné dans sa poche, et me remercia avec une chaleur que j'aurais cherchée en vain chez un de mes compatriotes, en pareille circonstance. Ses manières firent naître le désir de m'entretenir avec lui ; et lorsque dans le cours de la conversation, il apprit que j'étais le propriétaire de la maison voisine, il en exprima ses regrets ou sa surprise, car je ne pouvais en faire la différence, en haussant les épaules et en poussant un ah ! prolongé. Je restai interdit. « Ma maison ne vous plaît pas, comme je vois, mon

ami ; qu'y trouvez-vous qui vous déplaît ? — Ce qui m'en déplaît, demande monsieur ? — Oui, cette maison est assez solide, je pense, pour durer autant que moi. — Un second ah ! et un mouvement des épaules fut la seule réponse. « Si vous avez quelque chose à me dire, ajoutai-je, parlez franchement, que je sache ce que vous pensez. » Il n'avait rien à dire, rien au monde. Je ne me contentai pas de cette réponse, et je le pressai jusqu'à ce qu'il m'avoua enfin qu'il regardait ma maison comme une maison de malheur. En trois ans de tems, cette maison avait passé dans les mains de quatre propriétaires, qui tous étaient morts subitement ; l'un avait été trouvé, un matin, mort dans son lit, après s'être cependant couché bien portant ; le second s'était jeté dans le puits et s'y était noyé ; le troisième, dans un accès de spleen, s'était pendu à l'un des poiriers du jardin fruitier. Ici j'interrompis cette liste de malheurs, en remarquant que, pour éviter à l'avenir un pareil accident, je ferais abattre l'arbre. « Outre ce poirier, il y en a encore bien d'autres dans le jardin, me répondit le matelot d'un air significatif. — Mais votre quatrième propriétaire, demandai-je, qu'est-il devenu ? — Il a été trouvé mort sur la route, le corps percé d'une balle. — Monsieur voit donc bien que j'ai raison de dire que ma maison est une maison de malheur ; si elle était à moi, je la vendrais avant que la nuit fût venue. — Et qui l'achèterait ? » demandai-je. J'étais persuadé que le coquin était envoyé pour chercher à me dégoûter de ma maison, et à se l'approprier à bon compte ; peut-être était-ce par le tailleur lui-même, qui se repentait de la vente. Si je n'avais pas été réellement de mauvaise humeur, j'aurais ri au nez du drôle, pour le punir de son insolence. — « Qui l'achèterait ? demandai-je encore une fois. — Certes, pas moi, répondit le matelot, monsieur peut me croire sur parole. » A ces mots, il continua sa route pour Granville, au moment même où Madelon venait m'appeler pour le dîner. Comme je me mettais à table, un exempt de police entra ; à sa vue, la pauvre fille devint pâle, et moi-même je n'étais pas à mon aise, quoiqu'il me fût impossible de deviner comment, dans ma solitude, j'avais pu attirer l'attention des autorités de Granville. L'exempt ne jugea pas à propos de me donner le moindre éclaircissement. Sans jeter un seul coup d'œil sur la fille interdite, il m'ordonna de le suivre, en me signifiant que dans le cas où je ferais quelque résistance, il avait entre les mains les moyens de se procurer l'obéissance. Il ne me restait qu'à obéir.

A en juger par l'étonnante impolitesse du subalterne, je n'avais rien de bien agréable à attendre de la réception de ses supérieurs. Mais le préfet, qui était fort grand, et dont le visage brun offrait des traits prononcés, mais nullement désagréables, me reçut avec beaucoup de politesse. Il s'excusa sur le désagrément qu'il me causait ; il agissait pour des motifs qu'il ne lui était pas possible de communiquer pour le moment ; du reste, je n'avais rien à craindre. « Vous êtes Allemand ? — Oui ! — Et probablement vous avez servi dans l'armée ? — Non ! Alors dans la marine ? — Non, je m'occupe de littérature. » Un hem ! de mécontentement suivit cette réponse. Mon inquisiteur était visiblement embarrassé, et semblait incertain sur le parti qu'il devait prendre. Enfin, il me demanda : « Avez-vous du courage ? »

Il y avait dans cette question tant d'ambiguïté et de bizarrerie, que je ne savais si je devais rire ou me fâcher. « Demandez à un homme s'il a du courage, lui répondis-je, c'est à peu près comme si on voulait demander à une femme si elle a de la pudeur. Quelle réponse voulez-vous que je fasse à une telle question ? » Le préfet se mit à sourire et me dit : « Assez ; continuons. » J'étais tout oreille. « Votre vie est en danger cette nuit. Cela vous étonne ; il n'est cependant que trop vrai. Êtes-vous dans l'habitude d'avoir des armes dans votre chambre à coucher, des pistolets, par exemple ? — assurément. Je ne me mets jamais au lit, en voyage sur tout, sans avoir près de moi une paire de pistolets. — Quoi ? que vous entendiez ou que vous voyiez, vous ne devez, cette fois-ci, en faire aucun usage, si déjà il n'a pas été pris des mesures en conséquence. — Comment ! m'écriai-je, ne pas me défendre, si je vois dans ma chambre à coucher un coquin qui veut me prendre à la gorge ? — Non, répliqua froidement le préfet, vous ne devez ni parler, ni vous remuer, ni faire attention à tout ce que vous verrez. Vous sentez-vous assez de fermeté ? Sinon, dites-le-moi franchement. Cependant, j'espère que j'ai devant moi un homme de cœur. Je m'inclinai ; que pouvais-je faire de mieux ? Ainsi nous sommes d'accord ? continua le préfet, vous pouvez vous reposer sur ma vigilance, et vous me promettez de rester complètement passif, quelque chose qu'il arrive ? — Oui, quoi ? que, dans une affaire qui me touche de si près, j'aurais préféré me charger du rôle principal. — Je suis persuadé que plus tard vous verrez les choses tout autrement. Dans tous les cas, j'ai votre parole que vous ne bougerez pas ? — Assurément. — Je vous suis très-obligé pour votre confiance. Mais encore un mot ; vous me promettez de ne rien dire à qui que ce soit, de tout ce qui s'est passé entre nous. Si votre domestique était curieuse... — Je garderai le silence, interrompis-je, bien que je n'aie aucun sujet de douter de sa fidélité. — Ni moi non plus ; mais elle pourrait parler, et dans tous les cas, déranger notre plan. »

Je fus congédié, et m'en retournai à la maison. Je ne savais que penser de ma première connaissance avec la justice française. Il y avait tant de mystère dans toute cette affaire, que j'en aurais ri, si je n'y avais eu une part sérieuse.

La nuit étant venue, j'éprouvai non pas de la peur, je ne me rendrais pas justice, mais bien quelque inquiétude et un peu d'oppression. Je restai le plus long-temps possible à table, au mécontentement visible de Madelon qui n'aimait pas les heures avancées. Enfin, j'allai me coucher dans une situation d'esprit difficile à décrire. Mon premier soin fut naturellement de fermer la porte à double tour et de pousser les verroux des fenêtres. La promesse que j'avais faite ne m'empêcha pas de prendre les mesures nécessaires pour ma défense ; j'examinai mes pistolets, on en avait retiré la charge, ma poire à poudre était vide... Ainsi les scélérats étaient déjà dans la maison, ils m'avaient désarmé avant de m'attaquer. Pour la première fois, le soupçon me vint que Madelon, tout honnête qu'elle parût, pouvait bien être du complot qui se tramait contre ma vie. Que faire ? j'étais seul, désarmé, les

assassins étaient là, il ne fallait donc pas penser à s'évader. Si je laissais seulement apercevoir à ces malheureux qu'ils étaient découverts, je ne ferais qu'accélérer ma perte; au lieu qu'en attendant les secours du préfet, il me restait encore quelque espoir de salut.

Comme, assez mal à propos sans doute, je me disposais à faire l'inspection de ma chambre, j'entendis chuchoter, mais si bas qu'il n'y avait que l'oreille de celui qui connaît la présence du danger, qui pût s'en apercevoir. Ce bruit partait de dessous le lit. N'ayant point d'armes, ma première pensée fut de fuir; mais après un moment de réflexion (et dans une telle position, les moments sont des heures), je me persuadai que chercher à quitter ma chambre, serait le plus sûr moyen de mettre sur pied mes assassins, dont le plan était visiblement d'attendre que je fusse endormi. Je pris donc mes arrangements en conséquence et avec une fermeté dont je m'étonne encore aujourd'hui.

J'espérais que la police viendrait enfin à mon secours, et qu'au moins tant que je resterais éveillé, on ne ferait aucune tentative. Je me mis enfin au lit, je pris un livre et laissai brûler ma lampe près de moi sur une table. Pour faire voir à mes ennemis que j'étais toujours éveillé, je me mis à lire tout haut; mais j'avoue que je me souviens à peine de ce que j'ai lu. Dans de semblables moments, nous comptons le temps par minute, et nous éprouvons plus dans l'intervalle d'une pulsation, que dans tout autre moment, pendant une journée entière. Une demi-heure s'était écoulée et toujours point de secours de la part de la police. Dans le fond du cœur je maudissais le préfet; car on devait difficilement espérer un plus long délai de la part des assassins.

Je craignais de cesser ma lecture, et cependant j'aurais tout donné pour pouvoir écouter librement ce chuchotement qui se fit entendre de nouveau, et aussi bas qu'auparavant, mais avec plus de vivacité et des marques d'impudence. Le dénouement était arrivé, il n'en fallait plus douter: ce fut, je l'avoue, un cruel moment. Il eût été plus supportable si j'avais eu des armes; la conviction de posséder les moyens de se défendre entretient le sang en circulation; mais l'idée d'être enfermé la nuit avec une bande d'assassins est vraiment épouvantable. Les chuchotements devinrent plus distincts et plus fréquents. Il m'eût été impossible, même quand j'aurais su que la mort devait s'ensuivre à l'instant même, de continuer ma lecture. Le livre me tomba des mains; pour ne pas perdre une syllabe, j'écoutai en retenant ma respiration, jusqu'à l'instant où mes oreilles fatiguées de ces efforts commencèrent à tinter. J'entendis armer un pistolet... Le moment était venu... Soudain, et à ma grande surprise, la porte est enlevée de ses gonds. Au même instant, soit par l'effet du courant d'air qui venait de la porte, ou mon propre mouvement, ou le hasard, le rideau de mon lit que j'avais relevé pour lire, retomba et je ne pus voir que l'ombre de deux figures. Comme je tenais mes yeux fixés sur ces deux personnages, la lumière que l'un d'eux tenait élevée comme s'il voulait examiner la chambre, me les fit voir plus distinctement. Je pouvais remarquer que l'un d'eux tenait une arme à la main, et que tous deux passaient devant mon lit. Il y eut une pose. Je jugeai, au mouvement de la main de celui qui tenait le poignard ou le couteau, qu'il faisait signe à ceux qui étaient sous le lit, dans tous les cas, je sentis que l'on remuait. J'entendis un léger bruit et je vis, à travers mes rideaux, en tournant mes yeux à droite, l'ombre de six hommes qui étaient sortis l'un après l'autre de dessous mon lit. L'instinct naturel de la défense me portait à me jeter au milieu d'eux pour défendre ma vie, mais avant que j'eusse eu le temps de me remuer, les ombres étaient passées autour de mon lit avec la rapidité de l'éclair; un cri aigu se fit entendre et lorsque j'ouvris mes rideaux, je vis Madelon et le tailleur entre les mains de la police. Bientôt j'appris que la mort subite de mes quatre prédecesseurs, et la circonstance de la vente de la maison en viager, avaient éveillé depuis long-temps des soupçons. Le préfet avait présumé, ce qui en effet se confirma plus tard par les aveux de Madelon, que le tailleur cherchait à attirer des acquéreurs par la modicité du prix, et qu'aussitôt après avoir reçu les fonds, ils s'en débarrassaient le plus promptement possible pour rentrer en possession. Quelque puissants que fussent les soupçons, on n'avait aucune preuve: mais une petite fille ayant entendu le complot formé contre moi, l'autorité en avait été informée, et l'on résolut, pour éviter toute incertitude, de prendre les criminels sur le fait. Le préfet avait profité de l'absence de Madelon dans l'après-midi, pour faire cacher ses gens dans ma chambre à coucher, et les coupables avaient été saisis au moment où ils allaient exécuter le crime.

MORGEN BLATT.

On s'est entretenu à la bourse de Londres, d'une anecdote qu'on dit être arrivée à M. Rothschild, il y a peu de jours; un individu, habillé en commissionnaire, s'est présenté à la porte des bureaux de ce banquier, ayant une petite boîte sous son bras, qu'il a déposée chez le portier et a disparu.

La boîte était adressée à M. Rothschild, celui-ci l'ouvrit et fut surpris d'y trouver 2,090 livres sterling en souverains, accompagnées d'une note contenant quelques phrases, qui disaient que l'écrivain priait M. Rothschild d'accepter cette somme comme un gage de reconnaissance pour des services que le banquier lui avait rendus; il le suppliait en outre de lui en accuser réception par la voie des journaux.

Un événement à peu près semblable est arrivé à M. Sartoris, banquier, on dit qu'un de ses anciens correspondants jadis établi à Calcutta, ayant appris que M. Sartoris venait d'acheter une maison de campagne à Sceaux de 200,000 fr. s'est empressé de l'aller payer, et de lui envoyer la quittance du vendeur, en le priant d'accepter ce petit présent en récompense des services que M. Sartoris lui avait rendus étant négociant à Londres.

Nous avons à annoncer aujourd'hui un événement qui ne peut que surprendre et affliger les dilettanti de tous les pays, et dont la nouvelle nous est transmise par la voie la plus sûre.

Mlle. Sontag, après s'être fait entendre sur le théâtre royal de Berlin, dans les rôles de Desdemona, de Rosine, et d'Édile dans *Jocande* y a abordé, il y a peu de jours, le rôle de dona Anna, dans le *Don Juan* de Mozart; et Mlle. Sontag a été

sifflée après son grand air, dans le premier acte. Cette cantatrice a eu un évanouissement dans l'entr'acte, suivi d'une attaque de nerfs très-violente. La famille royale et un grand nombre de personnages de distinction se sont rendus près de Mlle. Sontag, pour lui prodiguer des secours et des consolations.

Revenue à elle, et cédant aux prières les plus pressantes, Mlle. Sontag a reparu dans le second acte; mais pendant le quatuor, elle s'est trouvée mal de nouveau, et est tombée sur la scène, sans connaissance. Une autre cantatrice, qui se trouvait par hasard au théâtre, a achevé le rôle de dona Anna. En France, du moins, le talent même qui s'égare ne reçoit pas d'aussi cruels avertissements.

— *Clubs de Suicides.* — On lit dans la *Revue Britannique* un fait aussi curieux qu'extraordinaire, rapporté par le docteur Casper, à propos des suicides:

« Il existait en Prusse un club de suicides. Ce club était composé de six individus qui, non-seulement avouaient leur intention de se détruire, mais cherchaient encore à faire des prosélytes. On doit bien croire qu'ils n'en trouvèrent pas beaucoup; mais à la fin tous les six firent preuve de sincérité: le dernier se brûla la cervelle en 1817. On dit aussi qu'il existait dernièrement à Paris un club de ce genre, composé de douze membres, dont un devait être choisi chaque année pour mettre fin à sa vie. »

— L'abbé Guyon, qui a joué la comédie à Angers avec l'acteur Potier, a donné, il y a quelques années, une représentation semblable dans la ville de Besançon: « Je viens de l'enfer! » s'écria M. l'abbé, il est entièrement pavé de langues de femmes! » Comme c'est galant!

— Un célèbre bandit, nommé Gasparoni, actuellement dans les prisons de Rome, est poursuivi comme auteur de 143 assassinats; il n'a jusqu'à présent voulu en avouer que 105; malgré tous les moyens employés par la justice, cet homme endurci n'en veut point confesser un 106. Son avocat ne désespère pas de le sauver.

— En fouillant les décombres d'un vieux monastère en Angleterre, on a découvert une caricature en creux sur pierre qui représente Henri VIII mangeant un moine.

ANNONCES.

AVIS IMPORTANT.

M. JEAN-BTE. REY vient de former dans Church-street, No. 104, un entrepôt de diverses DENRÉES DE PROVENANCE, telles que Vin rouge de la Malgue, Eau-de-vie blanches et colorées, Capres, Olives, etc., toutes exclusivement récoltées dans les propriétés que son père possède à Toulon. L'exposition avantageuse du sol, et les soins que son père ne cesse de se donner pour obtenir de ses vignobles une liqueur aussi agréable que salubre, enhardissent M. Rey à annoncer au public la qualité de Vin la plus supérieure, et lui permettent, vu l'économie des frais, de la lui offrir à 4 shellings le gallon, ou dix cents la bouteille.

On trouvera également chez lui des Saucissons d'Arles, du Savon de Marseille et des Chataignes blanches, le tout de premier choix, et qui, ainsi que les denrées récoltées et mentionnées plus haut, sont à des prix très-moderés.

40—5 f

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines	Depart de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin. 1 ^{er} oct.
2	Havre.....	Keene....	10 » 10 » 10 »
3	Chs. Carrol.	Clark....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
2	Henri IV....	J. B. Fell.	10 » 10 » 10 »
3	France.....	E. Funk..	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy....	1 ^{er} avril. 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
2	François Ir..	Skiddy..	10 » 10 » 10 »
3	Erie.....	J. Funk..	20 » 20 » 20 »
1	Formosa....	Orne....	1 ^{er} mai. 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
2	De Rham....	Depeyster	10 » 10 » 10 »
3	Ed. Bonaffé.	Hathaway	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boisségard et Cie., agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

LIBRAIRIE FRANÇAISE DE THOISNIER DESPLACES,

A Paris, rue de l'Abbaye, No. 14 faubourg St-Germain, A New-York, corner of Exchange-place & William-st. No. 32.

Collection de MANUELS formant une Encyclopédie des Sciences et Arts, format in-18°, se vendant séparément.

Histoire de Napoléon, par M. de Norvins, troisième édition, revue, corrigée et augmentée par l'auteur; 4 gros volumes in-8, ornés de Portraits, Vignettes, Cartes et Plans.

Biographie Universelle, ancienne et moderne, ou Histoire, par ordre alphabétique, de la vie publique et privée de tous les hommes qui se sont fait remarquer par leurs écrits, leurs actions, leurs talents, leurs vertus ou leurs crimes.

Annuaire Historique Universel (années 1818 à 1828 incluses), avec un Appendice contenant les actes publics, traités, etc., etc.

Œuvres complètes de Buffon, mises en ordre par M. le comte de Lacépède, enrichies par ce savant d'une vue générale des progrès des sciences naturelles; nouv. éd., ornée du portrait de l'auteur et de 245 belles gravures. 26 volumes in-8.

Histoire Naturelle des Quadrupèdes, Ovipares, Serpens, Poissons et Cétacés, par M. le comte de Lacépède; 5 vol. in-8, ornés de 115 planches, ouvrage faisant suite aux éditions de Buffon.

Les prix sont ceux de France auxquels on ajoute les frais de douanes et transport.

La maison se charge de toutes commissions ou recouvrements sur l'Europe.

SYLVESTER, 130 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEU, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Juillet 15, Do. do.....10,000, prix du billet, \$3.
22, Regular do. 3 de 10,000, do. 5.

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE AUX ÉTATS-UNIS.

Les personnes dont les noms suivent sont priées de se présenter à la Chancellerie du Consulat Général, No. 67 Greenwich street, entre 3 heures, pour y recevoir des communications les intéressant.

Michel Yvinez, de Morlaix, arrivé à New-York en 1820.

Amable Joseph Demorlaine, de Beauvais, (Oise.)

Charles Adolphe Larochelle.

Frédéric Henri Napoléon Borrel Hardwig, arrivé à New-York le 10 mai 1820.

Pierre Penard.

Denis Marié Gillardet.

Dame veuve Didier Rouchas.

Dominique Pierre Kromenacker, né à Lixheim, (Meurthe).

Jean Claude Lefolle.

Jean Ferrand, fils.

Alexandre Cogé, arrivé à New-York en 1815.

André Lenant.

Frédéric Morel.

Perderain.

Lefoulon.

Joseph Doncourt.

Jean Baptiste Michel Nagot, de Marseille.

Molenghen, fils, ouvrier drapier, ayant travaillé dans les briques de Wilmington et de Germantown.

Henri Lugault.

New-York, ce 3 juillet 1830.

39—11

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE ET DE DÉPÔTS, A NEW-YORK.

(New-York Life Insurance and Trust company, 38 Wall-st.)

Les commissaires de la compagnie d'Assurance sur la Vie, et de dépôt de New-York, préviennent le public qu'elle est prête à commencer ses opérations, en conformité des dispositions énoncées dans sa charte.

1^o Elle assurera la vie, et fera vente et achat d'annuités.

2^o Elle recevra l'argent en dépôt, en payera l'intérêt, et le cumulera au capital.

3^o Elle régira les biens confiés à ses soins.

Sous le premier rapport, elle a en vue de faciliter ceux qui s'inquiètent des moyens de s'assurer un bien-être dans un âge avancé, ou qui s'intéressent à celui d'une femme, d'un enfant, ou d'un ami, et qui ne possèdent pas le capital nécessaire pour atteindre l'objet de leurs desirs; elle leur met à même de le réaliser sans qu'ils soient exposés à éprouver des inconvénients, ou des privations immédiates.

Le second comprendra la réception de fonds en dépôt, dont le produit sera réparti suivant les vœux diverses ou les besoins de ceux qui auront déposé; le capital sera remis à l'expiration du terme convenu, à la personne qui en aura fait le versement, à ses représentants légaux, ou à la personne désignée dans l'acte de dépôt.

La compagnie recevra l'argent en dépôt, et en donnera des récépissés aux conditions suivantes:

On ne recevra aucune somme au dessous de cent dollars, et la compagnie ne payera aucun mandat au-dessous de cette somme, à moins qu'il ne soit tiré pour solde de compte.

Tous les fonds placés en dépôt pour un terme moindre d'un an, seront déposés pour plusieurs mois, et dans tous les cas pour deux mois au moins à compter du jour du dépôt.

On payera un intérêt de trois pour cent l'an, sur toutes les sommes versées en dépôt pour un terme qui n'excèdera pas quatre mois. Si le dépôt est fait pour plus de quatre mois, mais pour moins d'une année, l'intérêt sera alloué à raison de quatre pour cent l'an; et si le dépôt doit excéder le terme d'une année, on conviendra spécialement du taux de l'intérêt.

Dans les cas où tous les fonds mis en dépôt n'auront pas été retirés à l'expiration du terme fixé, ils seront laissés en mains de la compagnie pour un autre terme qui ne sera pas moindre de trente jours, et l'intérêt sera reconnu, comme si le dépôt avait été fait originairement, pour cette période additionnelle.

Lorsqu'un dépôt aura été effectué pour plus d'un an, on pourra s'entendre pour que le paiement de l'intérêt ait lieu avant l'échéance de remboursement du capital, soit annuellement, par semestre, ou tous les trois mois. Si le dépôt est fait pour moins d'un an, aucun intérêt ne sera payé avant l'époque déterminée pour le remboursement du capital.

La troisième branche d'opérations s'étend à l'exercice des curatelles en vertu de dernières dispositions testamentaires, et pour l'avantage des mineurs; à prendre charge des propriétés et des effets des débiteurs insolubles, des corporations dissoutes, ou dont l'action est suspendue, à la gestion des biens des lunatiques, et à agir à titre d'assignation dans l'intérêt de créanciers.

Pour de plus amples renseignements sur la nature des opérations de la compagnie, et la manière dont elles seront traitées, les commissaires se réfèrent au prospectus publié ce jour, dont copie sera remise, ou envoyée au domicile de toute personne qui en fera la demande au président. Toutes les lettres d'affaires adressées au Président devront être affranchies.

Heures de Bureau, de dix heures du matin, à trois heures de l'après-midi.

WM. BARD, Président.

VALENTIN PELLETIER a l'honneur de prévenir le public qu'il a transporté son magasin d'ÉPICERIES au No. 7 Barclay street, où il continue de tenir et de vendre

Vins français et étrangers,

Liqueurs de toutes sortes, de première qualité,

Comestibles d'Europe

Fromages de toute espèce, etc., etc.

Il se charge, comme auparavant, de mettre en bouteille les Vins et autres liquides. Ses prix sont très modérés.

21—3 ms

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant

toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grace des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le

prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impres.

pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.